

Weber veut « l'arrêt des négociations d'adhésion avec la Turquie »

Le chef de file de la droite européenne aux élections de mai demande la solidarité des pays de l'Est sur les questions migratoires

ENTRETIEN

BRUXELLES - bureau européen

Tête de liste du Parti populaire européen (PPE, conservateur) pour les élections européennes de mai, l'Allemand Manfred Weber, actuel président du groupe au Parlement européen, dévoile son projet.

Vous êtes « spitzenkandidat » du PPE, et donc le possible futur président de la Commission, mais ce système est remis en question. Cela ne vous affaiblit-il pas ?

Qu'y a-t-il de mal à dire aux électeurs, avant qu'ils se rendent aux urnes, qui sera, ensuite, le leader ? C'est le principe transparent de toutes les élections. Il faut donc plutôt demander à Emmanuel Macron et aux libéraux pourquoi ils s'y opposent... Mon mandat est clair, démocratique, basé sur un programme qui veut renforcer l'économie, protéger les frontières, lutter contre le terrorisme, etc.

Même au sein du PPE, l'idée émerge que le président de la Commission sera peut-être quelqu'un d'autre...

C'est un débat qui est surtout français...

Parce que l'autre candidat serait français : Michel Barnier...

Je crois que la situation est clarifiée. Je fais campagne sur la base d'un mandat clair, avec le soutien de l'ensemble du PPE et de neuf dirigeants présents au sein du Conseil.

En tant que président de la Commission, quelles seraient vos premières décisions ?

D'abord, l'arrêt des négociations d'adhésion avec la Turquie. J'irai à Ankara proposer une relation économique étroite, l'échange d'étudiants, la poursuite de notre lutte commune contre le terrorisme, etc. Mais ce pays ne peut devenir membre de l'Union, parce qu'il n'a pas le soutien de l'opinion européenne et parce que la Turquie s'éloigne des valeurs de l'Union.

En 2014, Jean-Claude Juncker présentait sa Commission comme celle de « la dernière chance ». Il ne sera pas facile d'enchaîner...

Le bilan est positif, avec une Europe prospère qui a créé 13 millions d'emplois, réduit les déficits publics, affronté la crise migratoire, est restée la championne en matière climatique et est demeurée unie sur le Brexit. Ma perspective est surtout celle des citoyens. Le président de la Commission doit être proche des gens. Une de mes autres urgences sera le lancement d'un vaste plan de lutte européenne contre le cancer.

Mon premier message aux citoyens, c'est : « Ne suivez pas les populistes ! » Voter pour l'AfD en Allemagne, pour Marine Le Pen en France, produirait d'autres désastres. L'autre leçon est qu'il faut ouvrir un nouveau chapitre pour l'Europe, et la réformer. Ma génération doit la rapprocher de ses citoyens.

Quel est votre remède à cette poussée populiste ?

Les démocrates doivent avancer des réponses solides et regagner la confiance. L'Europe a besoin de leadership. La numérisation, la migration, le changement climatique, la mondialisation induisent des changements très rapides que beaucoup de gens ne comprennent pas. Ils craignent pour leur identité et leur bien-être, et cela favorise ceux qui répandent des messages simplistes et désignent des ennemis.

Vous ne craignez pas que la campagne se focalise seule-

« Le bilan de Jean-Claude Juncker est positif, avec une Europe prospère qui est restée unie sur le Brexit »

ment sur la migration ?

Partout en Europe, des gens expriment leurs préoccupations à ce sujet, avant d'évoquer leur avenir, leur emploi, leur salaire. Il est temps d'appliquer deux principes. D'une part, le contrôle strict des frontières. Je soutiens le premier ministre bulgare quand il évoque la nécessité de construire un mur entre son pays et la Turquie. D'autre part, un « plan Marshall » pour l'Afrique. Et ni la Pologne, ni la Hongrie, ni la République tchèque

ne peuvent continuer à dire que cette question ne les concerne pas. La solidarité européenne s'exprime par le budget, les politiques régionales et agricoles, etc. Il est temps que le principe s'applique aussi à la question migratoire.

La priorité actuelle est cependant de préserver la cohésion entre l'ouest et l'est au sein de l'Union, alors que la Russie accroît sa pression. L'Europe à deux vitesses n'est pas mon objectif, mais si certains veulent, comme la Pologne actuellement, bloquer la progression vers une Europe ambitieuse, on ne pourra continuer longtemps à s'aligner sur le rythme des plus lents.

Et la Hongrie ? Pourquoi Viktor Orban a-t-il finalement décidé de rester membre du PPE ?

Mon parti l'a suspendu, ce qui signifie que le Fidesz ne pourra plus s'exprimer quant à la marche et à l'avenir du PPE, qui est resté totalement uni.

Une expulsion pure et simple du Fidesz reste-t-elle possible ?

Elle reste sur la table. Nous avons fixé des critères qui doivent être respectés à court terme et sur lesquels M. Orban a affiché sa volonté d'adhérer à la perspective européenne du PPE. D'autres questions concernant la Hongrie et l'Etat de droit sont en jeu. Je me soucie des citoyens hongrois, de ces étudiants de l'université d'Europe centrale qui m'ont demandé d'œuvrer à une solution. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PIERRE STROOBANTS

LE PROFIL

Manfred Weber

Né en 1972 en Bavière, Manfred Weber est député européen depuis 2004. Membre du parti bavarois CSU, allié de la CDU, il dirige le groupe du Parti populaire européen au Parlement de Strasbourg depuis 2014. Il a été désigné en novembre 2018 comme chef de file du PPE aux élections européennes de mai 2019, ce qui lui permet d'être candidat à la succession de Jean-Claude Juncker pour devenir président de la Commission européenne. Mais il devra obtenir le soutien d'autres groupes, notamment centristes, peu à l'aise avec son profil « droitier ».